

## MEMORANDUM DES PARTIS ET ASSOCIATIONS POLITIQUES RELATIF A LA PROBLEMATIQUE SECURITAIRE EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Depuis la mise en place des nouvelles Institutions de la République issues des dernières échéances électorales de 2015 et 2016, le peuple Centrafricain espérait vivre en paix et tourner la page d'un passé aussi sombre que douloureux.

Malheureusement, cet espoir peine à se concrétiser, puisque la situation sécuritaire sur l'ensemble du pays reste très préoccupante.

La classe politique dans toute sa globalité, au regard de la dégradation de la situation sécuritaire, a toujours souhaité rencontrer le Chef de l'Etat en vue d'échanger avec lui et œuvrer ensemble pour la recherche d'une solution durable au problème de sécurité dans notre pays.

Suite aux événements douloureux de Kaga-Bandoro, Kouï, Ngaoundaye, Bocaranga, Niem-Yelewa, Bambari, Mingala, Bakouma, Nzako, et très récemment à Alindao, Bangassou et Bria, le Chef de l'Etat a convié certains leaders des partis et associations politiques à une séance d'échange en date du 18 mai 2017.

Au cours de cette rencontre, le Chef de l'Etat a appelé de ses vœux la contribution de la classe politique en vue d'aider son gouvernement à apporter un début de solution pour soulager la souffrance du peuple Centrafricain.

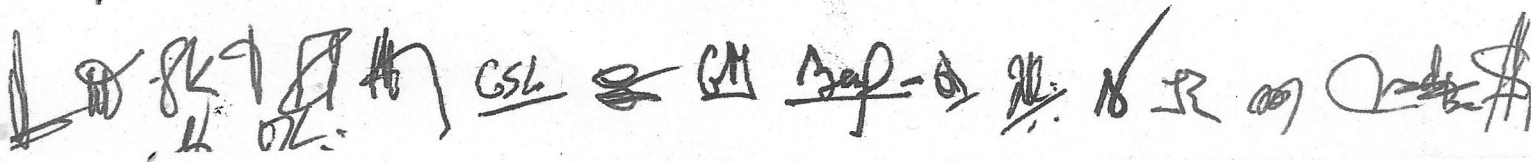
C'est ainsi que les 18, 22, 26,30 Mai et le 1<sup>er</sup> juin 2017 les responsables des partis et associations politiques, toutes tendances confondues, signataires du présent mémorandum se sont réunis pour débattre de la problématique sécuritaire et d'adopter une position commune.

Deux questions importantes ont fait l'objet des échanges pendant ces séances.

Il s'agit notamment de l'initiative africaine pour le Dialogue inter - centrafricain et la problématique de l'Amnistie.

### Concernant le Dialogue :

Les leaders des partis et associations politiques :

A series of handwritten signatures in black ink, including the acronym 'CSL' and other illegible names, located at the bottom of the page.

- ont exprimé à la fois leur réserve sur la manière dont cette initiative de dialogue inter-centrafricain est conduite et leur crainte de voir les forces vives de la nation exclues de ce processus ;

- réaffirment à cette occasion leur attachement aux acquis de la transition que sont entre autres l'accord de cessation des hostilités de Brazzaville, les Actes du forum de Bangui, la mise en place de la Cour Pénale Spéciale, le referendum constitutionnel, les élections générales et toutes les institutions mises en place depuis l'investiture du Président élu ;

- Exigent la stricte application des résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies relatives au mandat de la MINUSCA en particulier dans sa mission de protection des populations civiles et d'imposition de la paix.

En définitive, attachés à l'exigence d'un dialogue inclusif, les partis et associations politiques recommandent très fortement que ce dialogue soit organisé en République Centrafricaine, en vue de garantir la participation de toutes les forces vives de la Nation.

### **Concernant l'Amnistie :**

Les partis et associations politiques :

- Réaffirment leur attachement au respect des engagements internationaux souscrits par la République Centrafricaine et leur volonté de construire un Etat de droit et de consolider les acquis démocratiques en République Centrafricaine ;
- Déclarent s'engager résolument dans la lutte contre l'impunité et pour le respect et la protection des droits des victimes ;

Aussi, rappelant le rejet unanime de l'impunité exprimé par le peuple centrafricain lors du Forum de Bangui, s'opposent-ils à l'idée de l'amnistie comme solution de sortie de crise.

Ils saluent l'initiative parlementaire pour la paix dont les propositions et recommandations sont de nature à faciliter la recherche effective de solution de sortie de crise.

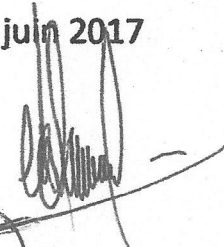
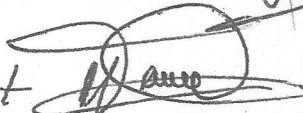
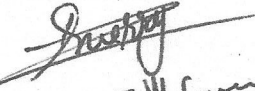
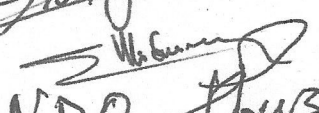
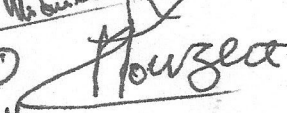
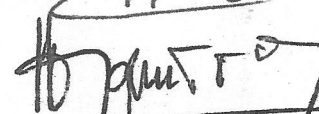
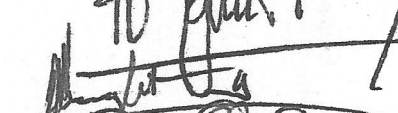
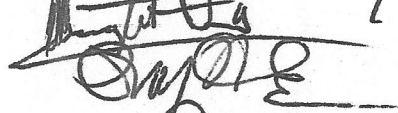

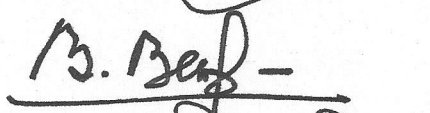
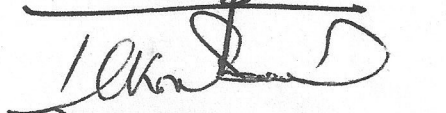
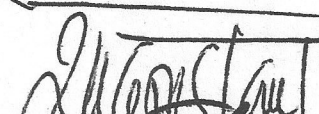


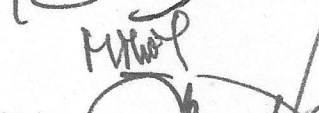

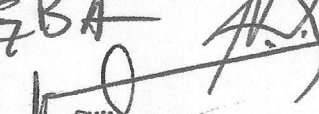
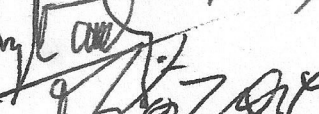
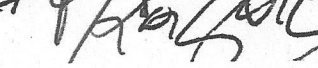
Ils en appellent tant au sens de responsabilité du gouvernement, à l'implication et à la solidarité des organisations de la société civile

*Handwritten signatures and initials at the bottom of the page, including "CSL", "GM", and "M. L. R.".*

centrafricaine qu' à l'appui de la communauté internationale pour créer les conditions acceptables de la participation effective de toutes les forces vives de la Nation aux fins de trouver des solutions consensuelles pour un retour rapide de la sécurité et une paix durable en République Centrafricaine.

Fait à Bangui, le 02 juin 2017

ONT SIGNE

- |               |                                 |   |
|---------------|---------------------------------|---|
| Pour l' URCA  | Anicet Georges DOLOGUELE        |    |
| " le MAD      | LOUIS PAPENIAT                  |    |
| Pour l'URR    | Thierry Patrick AKOLOZA         |    |
| " " KELEMB    | Gilbert KOGRENGBO               |    |
| " " Mr SÉKOLA | Rosalie FOUZÈRE LONDO           |   |
| " P.S         | Hilaire Nguitougo               |  |
| " MOUNI       | CHRISTIAN LENGBE                |  |
| " MLPC        | Koyanboum Gabriel J.E.          |  |
| " M.N.S       | Moskit Guy Ngju                 |  |
| " KNK         | Bertin BEA                      |  |
| " PSD         | Enoch DERANT LANGUE             |  |
| 1 ATE en Ciel | Constant GUYOMGIZIA-KONGBA-ZEZE |  |
| R.P.R         | Ferdinand Alexandre N'GENDOET   |  |
| PUN. PATRIE   | Léa MBOUA DOUTA Zey             |  |
| PGD           | Honorable Michel KRINGO         |  |
| RJC           | Jean-Michel MANDABA             |  |
|               | Désiré Nzanga KOLINGBA          |  |
| Pour la CRPS  | Maurice LENGA                   |  |
| Pour l'ANC    | Daxime Ange KAZACVI             |  |